

Exploitations laitières françaises : une diversité en mouvement

PERROT C. (1), LE DOARE C. (2), DEPEYROT J.-N. (3)

(1) Institut de l'Élevage, Département Economie, 149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12

(2) Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière, 42 rue de Châteaudun 75009 Paris

(3) Ministère de l'agriculture, Centre d'études et de Prospective, 3 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris

RESUME

Le secteur laitier français connaît de profonds changements. Il évolue désormais dans un environnement plus ouvert, concurrentiel, et se retrouve traversé par de multiples forces motrices qui accélèrent ses transformations. Durant la phase de sortie progressive des quotas, les évolutions structurelles se sont accélérées. Le rythme de réduction du nombre d'exploitations a été supérieur à 4% par an. Le nombre d'exploitations entre 10 et 50 vaches laitières a été divisé par 2 entre 2010 et 2017. 2 fois sur 3 pour cause d'arrêt du lait (en particulier en plaine) mais une fois sur 3 pour passer dans une classe de taille supérieure. La croissance de cheptel a concerné les $\frac{3}{4}$ des exploitations entre 2007 et 2014 et près de 8000 exploitations de plus de 100 VL gèrent désormais 28% du cheptel français. Cette croissance à main d'oeuvre quasi constante a entraîné une hausse de la productivité du travail de 40% entre 2005 et 2015 et va de pair avec un recours croissant au salariat et une transformation des formes d'organisation du travail. Le flux de jeunes actifs qui choisissent la production laitière s'est réduit de 29% suite à la crise de 2009. Il est insuffisant pour freiner le vieillissement en cours des chefs d'exploitation et la vitesse de la restructuration dans la prochaine décennie. Néanmoins ces nouveaux chefs d'exploitation reproduisent, par leurs choix, la diversité des exploitations qui est une des caractéristiques de la France laitière et produisent du lait avec des pratiques globalement en phase avec des attentes de plus en plus précises des consommateurs et des citoyens.

French dairy farms: a diversity in motion

PERROT C. (1), LE DOARE C. (2), DEPEYROT J.-N. (3)

(1) Institut de l'Élevage, Département Economie, 149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12

SUMMARY

The French dairy sector is undergoing profound changes. It is now evolving in a more open, competitive environment, and is crossed by multiple driving forces that accelerate its transformations. During the phasing out of quotas, structural changes accelerated. The rate of reduction in the number of holdings has been over 4% per year. The number of farms between 10 and 50 dairy cows has been divided by 2 between 2010 and 2017. 2 times out of 3 because of stopping milk production (especially in the lowlands) but once in 3 to move into a higher size class. Livestock growth concerned $\frac{3}{4}$ farms between 2007 and 2014 and nearly 8000 farms with more than 100 DC now manage 28% of the French dairy herd. This almost constant labor force growth has led to an increase in labor productivity of 40% between 2005 and 2015 and goes hand in hand with a growing use of wage labor and a transformation of forms of work organization. The flow of young workers who choose milk production has fallen by 29% following the 2009 crisis. It is insufficient to curb the ongoing aging of farm managers and the speed of restructuring in the next decade. Nevertheless, these new farm managers reproduce, by their choices, the variety of farms that is one of the characteristics of dairy France and produce milk with practices that are generally in line with the precise expectations of consumers and citizens.

INTRODUCTION

La sortie progressive des quotas laitiers, l'instauration assez rapide d'un nouveau régime dit de concurrence pour faire ou laisser évoluer le secteur laitier français dans le nouveau contexte de la production laitière tel que décidé au niveau européen (Trouvé et al, 2016), se sont traduites par une forte accélération de la transformation des exploitations laitières à partir de 2005. Le contraste a été d'autant plus frappant que la décennie précédente avait été marquée par une relative stabilisation (moins de restructuration liée au rajeunissement opéré à la fin des années 1990 avec la pré-retraite-installation ; production accrochée aux territoires dans le cadre de la politique française de gestion des quotas).

Cette accélération dans la transformation structurelle des élevages, qui avait eu lieu précédemment dans d'autres bassins européens, ne s'est pour autant pas accompagnée d'une uniformisation des modes ou systèmes de production du lait en France en raison notamment de la diversité de son territoire national (caractéristiques morphologiques, pédo-climatiques mais aussi historiques différentes entre diverses zones de plaine plus ou moins aptes aux cultures ou à la production herbagère et quelques massifs montagneux)

La mobilisation de diverses sources statistiques (recensement agricole et enquête structure Agreste), ou administratives

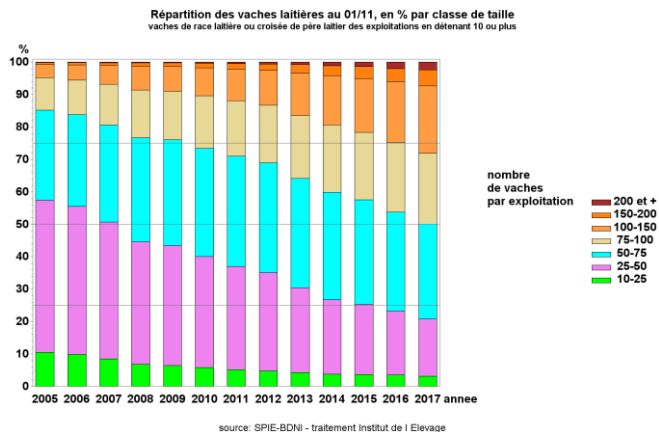
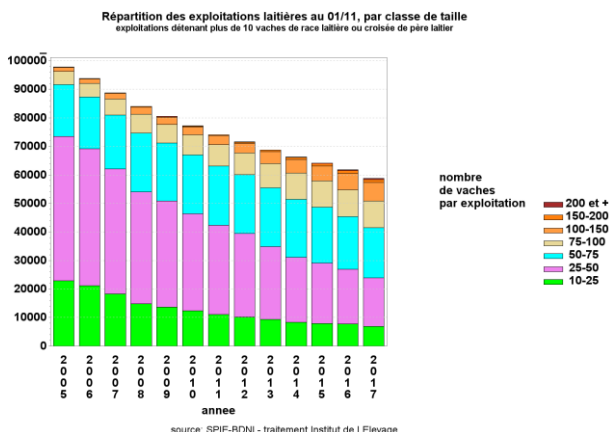
(BDNI, fichier des quotas laitiers, RPG, MSA, et leur appariement dans le cadre du projet ADEL : Depeyrot, 2017a) permet de décrire la diversité des exploitations, ses multiples déterminants et modalités d'expression mais aussi sa reproduction par les installations de jeunes chefs et coexploitants.

Ces travaux sont pour partie pilotés et financés par l'interprofession laitière (CNIEL) dans le cadre d'un Observatoire des élevages laitiers (structures d'exploitation, dynamiques démographiques et territoriales, main d'œuvre, organisation du travail et métiers, pratiques d'élevage) qui permet de caractériser les évolutions en cours en les mesurant de façon objective. Cet Observatoire est un outil d'aide à la décision pour l'orientation des politiques interprofessionnelles et constitue une ressource pour les actions de communication à destination des opérateurs, consommateurs, citoyens sur des sujets de préoccupation (sortie des animaux au pâturage, alimentation des vaches laitières, systèmes de production et lien au sol, caractère familial des exploitations, taille des élevages...). Par ailleurs, une partie des analyses ont été développées dans le cadre du programme d'analyse économique Actif'Agri, dynamique des emplois et activités en agriculture, piloté par le Centre d'études et de prospective.

1. Une accélération de la transformation des exploitations depuis le début de la sortie progressive des quotas

Depuis 2005, le nombre d'exploitations laitières françaises diminue à un rythme rapide (-40% soit -4,15%/an à 58 779 fin 2017, figure 1). Celles qui demeurent ont connu une forte croissance, notamment depuis 2007. Compte tenu de l'inertie des phénomènes démographiques, la poursuite de la baisse du nombre d'exploitations laitières semble inéluctable. Les chefs d'exploitations en place vieillissent en raison de la baisse du flux d'installations de jeunes agriculteurs : 21% de moins de 40 ans en 2016 contre 38% en 2000, 48% de plus de 50 ans en 2013 contre 32% en 2000 (source Agreste recensement agricole et enquête structures – traitement Institut de l'élevage). Le haut de la fourchette dessinée précédemment à l'horizon 2035 (entre 20 000 et 36 000 exploitations), semble même désormais inaccessible en raison de la réduction du flux de jeunes actifs qui s'installent en production laitière (1 235 par an depuis 2009, auxquels on peut ajouter 300 conjoints dans les mêmes exploitations ; soit -29%/an par rapport à la période précédente). Les déterminants des arrêts sont (Madelrieux et al, 2018): la taille de l'atelier (60% des arrêts sur 2014-2016 concernent les exploitations de moins de 40 vaches, 75% les moins de 50, moins de 4% les exploitations de plus de 100), l'âge du chef d'exploitation, la zone (plaine/montagne), le système (la polyculture-élevage en plaine, l'association lait+viande en montagne sont associés à des probabilités d'arrêt plus élevées). Du fait de la réduction massive du nombre des plus petites exploitations (le nombre d'étables entre 10 et 50 vaches a été divisé par 2 entre 2010 et 2017), notamment en zones de plaine, la structure des exploitations françaises s'est transformée profondément. De 2005 à 2017, la taille moyenne est passé de 39,6 à 62,5 vaches et les exploitations de plus de 100 vaches laitières (mais rarement de plus de 200) ont pris une place majeure dans la production : moins de 1 200 exploitations et 3% des vaches en 2000, elles sont 7 889 fin 2017 et gèrent 28% des vaches. Dans le cas français, ces grandes exploitations laitières sont pour partie issues de la croissance progressive de certaines exploitations, mais aussi, plus qu'ailleurs en Europe, de regroupements au sein de formes sociétaires très développées dans les grandes exploitations laitières françaises (Institut de l'Élevage, 2013). 23% des cheptels de plus de 100 VL en 2016 avaient connu un épisode de forte croissance (plus de 50 vaches en 2 ou 3 ans) ou même une création ex nihilo avec un cheptel d'emblée très important (source : SPIE/BDNI – traitement Institut de l'Élevage).

Figure 1. Evolution de la répartition du nombre d'exploitations laitières et du pourcentage de vaches laitières par classe de cheptel. Source: SPIE-BNI - traitement Institut de l'Élevage (exploitations détenant au moins 10 vaches de race laitière ou, croisée et de père de race laitière).



La forte diminution du nombre de petites exploitations ne signifie pas que toutes disparaissent systématiquement. Les taux d'arrêts du lait sont nettement plus élevés dans les exploitations de dimension inférieure, surtout en zone de plaine, mais toutes les exploitations de moins de 50 vaches ne disparaissent pas. Ainsi, de 2010 à 2017, elles quittent cette catégorie, environ 2 fois sur 3 en raison d'un arrêt de production laitière (le passage en dessous de seuil de 10 vaches rend très improbable la traite de ces vaches et la commercialisation du lait), mais une fois sur 3 parce que ces exploitations ont franchi le seuil de 50 vaches et participé à la croissance générale (Tableau 1 ; 26+10=36% des 10-50 VL en 2010 ont arrêté le lait contre 19+1=20% qui étaient plus de 50 VL en 2017). Le taux d'exploitations en croissance, parmi les pérennes, est plus faible parmi les exploitations de plus petite dimension (58% pour les 10-25 VL contre 75% au-dessus) mais la croissance relative du cheptel des exploitations en croissance y est plus importante (elle décroît de +58% pour les 10-25VL jusqu'à +27% pour les 100VL et plus). Jusqu'en 2012, la croissance des exploitations était finalement assez bien distribuée entre les différentes classes de taille et ne creusait pas les inégalités entre les exploitations qui continuaient à produire du lait (Depeyrot et Perrot, 2018). Depuis 2012, les indices de Gini augmentent et la part des vaches élevées par les 20% d'exploitations les plus grandes aussi (de 36,5% à 38%), et celle des vaches élevées par les 50% d'exploitations les plus petites diminue (de 30,2% à 28,6% en 2017). La comparaison des périodes 2007/14 à 2010/17 montre que les taux d'exploitations en croissance baissent jusqu'à 75 vaches et augmentent ensuite. Lorsqu'elles restent dans la classe de taille inférieure (10-50 vaches), un tiers à la moitié des exploitations cherchent des stratégies alternatives à la croissance de cheptel laitier.

Tableau 1. Trajectoires des exploitations ayant des vaches laitières en 2010 ou 2017. Source: SPIE-BNI - traitement Institut de l'Élevage ; en grisé pour information exploitations non laitières.

Nombre d'exploitations en fonction du cheptel 2010 (ligne) et du cheptel 2017 (colonne)	Cheptel 2017 (classes en nombre de vaches laitières)								Tout			
	(structure disparue depuis 2010)		<10		10-50		50-100		100 et +			
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%		
Cheptel 2010												
(structure apparue depuis 2010)												
<10	21091	59	13367	37	992	3	141	0	63	0	35654	100
10-50	12075	26	4655	10	20563	44	8601	19	444	1	46338	100
50-100	2732	10	775	3	1905	7	17599	63	4704	17	27715	100
100 et +	225	7	53	2	44	1	297	10	2498	80	3117	100
Tout	36123	30	26918	22	23921	20	26968	22	7889	6	121819	100

Ce mouvement simultané de restructuration et de croissance généralisée, a joué un rôle essentiel dans la stabilisation (avec quelques fluctuations) du cheptel et donc de la production laitière nationale. Depuis 5 ans, les exploitations encore présentes en fin de période ont fait croître leur cheptel de 600 000 VL (+10 vaches par ferme). Les exploitations laitières investissent de 800 millions à 1 milliard d'euros par an en

bâtiment-équipements pour construire, agrandir, équiper les étables (d'après les données du RICA).

2. Une diversité aux racines et expressions multiples reproduite par les installations

2.1 Producteurs de lait en France, une diversité de métiers

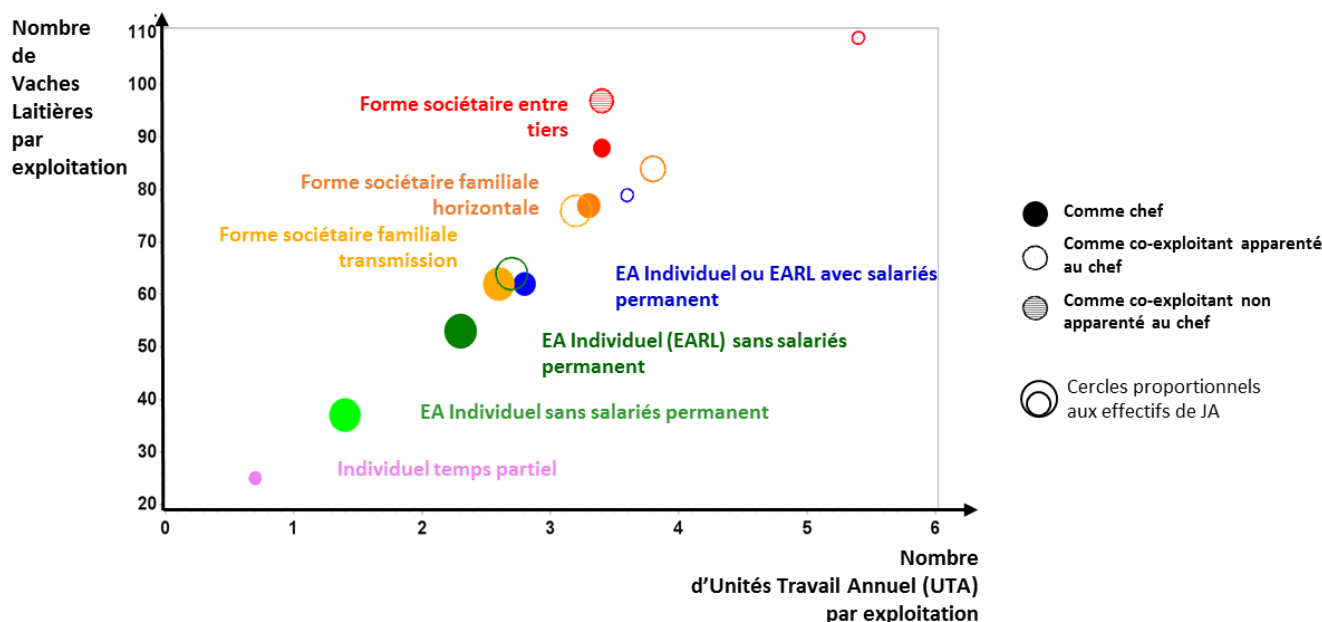
Ce mouvement de croissance assez généralisé ne s'oppose pas au maintien d'une forte diversité d'exploitations, qui est une autre caractéristique du secteur laitier français par rapport à certains de ses concurrents européens. Cette diversité est pour partie liée à la diversité de la France laitière (une mosaïque de territoires laitiers contrastés ; Institut de l'Élevage, 2013). Cette diversité est mise en évidence au niveau des systèmes de production (souvent peu spécialisés), des formes d'organisation du travail et finalement des « métiers » de producteur de lait. Une quantification des principaux profils a été réalisée en mobilisant les informations recueillies dans l'enquête Agreste Structures 2013 : 45% des « coexploitants » des exploitations laitières travaillent dans des collectifs de travail avec plusieurs coexploitants dont 9% avec des tiers non apparentés ; 6% de

« chefs d'entreprise » gèrent plusieurs salariés (>1 UTA salariée) et des capitaux importants comme de nombreux homologues au niveau européen; 10% des « éleveurs individuels » affichent une forte productivité du travail grâce à l'équipement et/ou à la sous-traitance ; 15% des exploitations spécialisées de plaine cherchent dans des voies plus « économes et autonomes » une alternative à la croissance (Devienne et al ; 2018); et enfin quelques producteurs sont désormais salariés de leurs voisins.

2.2 Diversité des exploitations dans lesquelles s'insèrent de jeunes producteurs de lait

Cette diversité de manières de produire du lait est reproduite par le biais des installations comme le montre une typologie des exploitations dans lesquelles une ou des installations ont eu lieu entre 2010 et 2013 (analyse de l'enquête Structures Agreste). En prenant comme clé d'entrée de cette typologie, la forme d'organisation du travail (Institut de l'Élevage, 2013) mise en place ou poursuivie lors de l'installation, il est possible de répartir les 1 235 jeunes agriculteurs qui se sont installés par un pendant cette période et de révéler une partie de la diversité des exploitations laitières concernées (figure 2).

Figure 2. Typologie des exploitations dans lesquelles se sont insérés des jeunes agriculteurs dans le secteur laitier entre 2010 et 2013. Source : Agreste enquête structures 2013 – traitement Institut de l'Élevage.



Installation comme...	Dans une...	Répartition des installations entre 2010 et 2013	Age à l'installation	Nombre de VL	Quota (l)	SA U (ha)	UT A	dont UTA salariés
Chef de moins de 40 ans	Exploitations à temps partiel	2%	35	25	185 000	56	0.7	0.1
	Exploitations individuelles sans salarié permanent	12%	31	37	257 000	61	1.4	0.1
	Exploitations individuelles sans salarié perm. (type EARL)	13%	30	53	418 000	99	2.3	0.2
	Exploitations individuelles avec salarié(s) permanent(s)	6%	30	62	432 000	134	2.8	1.5
	Sociétés familiales avec des associés tous apparentés mais de générations différentes	12%	26	62	456 000	132	2.6	0.3
	Sociétés familiales avec des associés tous apparentés et au moins 2 collatéraux de même génération	7%	30	77	658 000	138	3.3	0.7
Coexploitant apparenté au chef, de moins de 40 ans, de plus de 10 ans d'écart avec le chef	Sociétés non familiales (associés pas tous apparentés).	4%	29	88	667 000	172	3.4	0.5
	Exploitations individuelles sans salarié perm. (type EARL)	13%	26	64	502 000	122	2.7	0.1
	Exploitations individuelles avec salarié(s) permanent(s)	2%	25	79	569 000	205	3.6	1
	Sociétés familiales avec des associés tous apparentés mais de générations différentes	12%	26	76	579 000	144	3.2	0.3
	Sociétés familiales avec des associés tous apparentés et au moins 2 collatéraux de même génération	8%	26	84	619 000	202	3.8	0.5
Coexploitant non apparenté au chef et de moins de 40 ans	Sociétés non familiales (associés pas tous apparentés).	2%	28	109	839 000	249	5.4	1.4
	Sociétés non familiales (associés pas tous apparentés).	7%	27	97	712 000	162	3.4	0.5

Tableau 2. Taux d'arrêt du lait et taux de changement de forme d'organisation du travail entre 2010 et 2013.

Source : Agreste enquête structures 2013 – traitement Institut de l'Elevage.

	Taux d'arrêt du lait 2010-2013	Taux de changement de forme d'organisation	dont si arrêt du lait	dont si maintien du lait
Exploitations à temps partiel	16%	48%	10	55%
Exploitations individuelles sans salarié permanent	9%	11%	26	10%
Exploitations individuelles avec salarié(s) permanent(s)	6%	31%	57	29%
Sociétés familiales avec des associés tous apparentés mais de générations différentes	4%	29%	37	29%
Sociétés familiales avec des associés tous apparentés et au moins 2 collatéraux de même	4%	17%	38	17%
Sociétés non familiales (tous les associés ne sont pas apparentés).	2%	37%	63	36%
Ensemble	7%	18%	31	17%

Ainsi (tableau sous la figure 2), 2 % des jeunes installés entre 2010 et 2013 étaient en 2013 à la tête d'une exploitation à temps partiel (0.7 UTA au total dont 0.1 salarié). Il s'agit d'installations plus tardives (35 ans) sur de petites exploitations (56 ha, 25 VL, 185 000 l de quota) notamment en montagne (16% des chefs d'exploitations laitières étaient encore double actifs dans les Alpes du Nord en 2010 ; Institut de l'Elevage, 2013). A l'autre extrême, 13% des jeunes se sont insérés dans des grands collectifs de travail dans lesquels tous les coexploitants ne sont pas apparentés: 4% comme chef d'exploitation (coexploitant le plus jeune à responsabilité égale pour le SSP), 2% comme exploitant apparenté du chef (dans les collectifs de travail les plus grands, 5.4 UTA dont 1,4 salarié), 7% comme coexploitant non apparenté du chef. Dans cette dernière modalité, l'équilibre entre l'activité laitière et la main-d'œuvre (97 VL pour 3.4 UTA) sort de la tendance. Ces exploitations sont nettement plus spécialisées en lait et cherchaient probablement de la main d'œuvre.

2.3 Evolution des formes d'organisation du travail et de la main d'œuvre

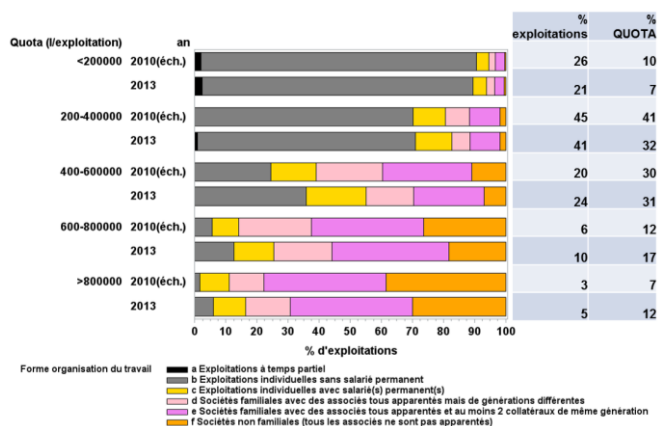
Ces deux modalités extrêmes de forme d'organisation du travail (temps partiel et association entre tiers) se caractérisent par une stabilité inférieure. Elles se sont plus fréquemment transformées que les autres entre 2010 et 2013 (tableau 2 ; passage à temps complet dans un cas ; remplacement d'un associé extérieur par un salarié et/ou passage à une forme familiale dans l'autre). Mais cette instabilité relative dans l'organisation du travail n'est pas nécessairement néfaste à la production laitière. Les formes sociétaires entre tiers de 2010 avaient presque toutes (98%) encore une production laitière en 2013, mais assez souvent après avoir changé d'organisation (36%). Tant et si bien que cette forme d'organisation, particulièrement originale à l'échelle européenne et spécifique des grandes exploitations laitières françaises (42% au RA 2010, un peu moins dans l'échantillon réenquêté en 2013) semble régresser (figure 3) au profit d'organisations plus classiques en Europe (exploitations avec un seul chef d'exploitation et un ou plusieurs salariés, voire exploitations individuelles sans salariés permanents y compris dans des classes de dimension importante et un probable recours à la robotisation dans bon nombre de cas).

Pris globalement, le poids des salariés dans la main-d'œuvre des exploitations laitières a progressé rapidement entre 2010 et 2013 (+4.1 points à 17% de la main d'œuvre totale) avec une création nette d'emplois salariés, 3 800 ETP, surtout d'emplois permanents. Cette transformation de la structure de l'emploi qui, à l'échelle européenne, reste encore très familiale, va de pair avec une réduction globale importante (-13 000 ETP, -8%) puisque l'emploi par exploitation augmente très lentement (+0.02 ETP à 2.12 en 2013). Sur une période plus large (2005-2015), une augmentation de la productivité du travail de 40% est constatée en moyenne sur les exploitations laitières spécialisées du RICA dont la production a augmenté de 50% (en volume de lait).

A 24% en 2013, le pourcentage de femmes parmi les chefs et coexploitants est assez stable mais il pourrait diminuer à l'avenir. En effet ce pourcentage est bien plus faible parmi les

jeunes coexploitants (15% de 30 à 35 ans, 20% de 35 à 40 contre 28% pour 55-60 ans, 32% pour 60-65 et 47% pour plus de 65 ans). Le travail en couple, avec un conjoint actif sur l'exploitation, varie également en fonction de l'âge du chef. C'est le cas de 19% des moins de 40 ans, 36% des 40-50 ans et 46% des plus de 50 ans.

Figure 3. Evolution de la répartition des exploitations laitières par formes d'organisation du travail et par classe de taille. Source : Agreste enquête structures 2013 – traitement Institut de l'Elevage



Si le salariat s'est particulièrement développé dans les exploitations de plus grande taille (18,6% de la main-d'œuvre dans les exploitations de plus de 400 000 l de quota en 2014), il a progressé dans toutes les catégories (Depeyrot, 2017a). Les salariés (y compris apprentis ou stagiaires de longue durée) sont, en moyenne, employés à 40% d'un temps plein, avec de nettes différences entre les régions, puisque temps de travail annuel moyen des salariés en exploitations laitières varie entre 25 % (en Bretagne) et 65% d'un temps plein (en Haute Normandie), reflétant de grandes différences dans l'organisation du travail et dans l'utilisation du salariat (Depeyrot et Perrot, 2018). En nombre de personnes actives intervenant dans les exploitations d'élevage laitier, et non plus en équivalent temps plein, le poids des salariés est donc beaucoup plus fort (29% en plaine contre 17% en montagne). Par ailleurs, ces nombreux salariés intervenant dans les exploitations laitières sont particulièrement jeunes, puisque 62 % avaient moins de 31 ans en 2014 contre 8% des non salariés (exploitants).

2.4 Exploitations laitières françaises, une diversité de systèmes de production

Une minorité d'exploitations laitières françaises peuvent être considérées comme spécialisées (40% en 2010, Institut de l'Elevage, 2013). L'évolution à l'approche de la sortie des quotas, et compte tenu des croissances laitières déjà décrites, va dans le sens d'une régression de la mixité lait viande (de 38% en 2010 à 33% en 2017, sources SPIE/BDNI – traitement Institut de l'Elevage) notamment aux dépens de l'engraissement de jeunes bovins (classiquement avec du maïs ensilage), l'activité la plus facile à substituer par la

production laitière. A l'inverse, le poids relatif de la polyculture-élevage au sein du secteur laitier se maintient globalement. La sole en surfaces non fourragères cumulée sur l'ensemble des exploitations laitières évolue peu depuis 2000 (33% de leur SAU), 32% en 2010, 31% en 2013 après avoir progressé depuis 1988 (28%) du fait des quotas. Cette association du lait et des grandes cultures se déplace néanmoins sur le territoire, trahissant la concurrence réelle des productions végétales sur la production laitière. Elle se fait plus rare dans les zones de polyculture-élevage (du Bassin parisien mais plus encore du Bassin aquitain dans lequel les exploitations laitières diminuent deux fois plus vite qu'en moyenne) tandis que la sole en cultures progresse dans nombre d'exploitations laitières du grand Ouest (Perrot et al, 2015 travaux à paraître du CASDAR Red-SPYCE, et Depeyrot, 2017b).

Sur le plan de la manière de produire du lait, 2010-2013 correspond à un tournant historique avec la fin de la diminution des exploitations laitières herbagères (<10% maïs/SFP) en zone de plaine (jusqu'ici conduites par des éleveurs plus âgés dans des exploitations plus petites). Leur nombre et plus encore leur pourcentage a augmenté, probablement grâce à la progression de l'agriculture biologique, même si, dans l'Ouest, la moitié des exploitations en AB font appel au maïs ensilage pour enrichir leur ration hivernale. L'analyse des trajectoires des exploitations (base ADEL) fait ressortir 1500 exploitations ayant totalement supprimé le maïs de leurs surfaces fourragères, pour se convertir à des systèmes purement herbagers. La pratique du pâturage des vaches laitières, qui reste bien implantée dans notre pays par rapport au reste de l'Europe continentale, s'érode néanmoins depuis sa première mesure en 2008. Ainsi, 6% des exploitations, élevant 8% des vaches, ne les sortent jamais (contre 6% des vaches en 2008) et 8% des élevages élevant 12% des vaches leur offre à pâturer moins de 10 ares de prairies par vache (contre 6% des vaches en 2008) (Agreste enquête structures 2016 – traitement Institut de l'Elevage).

CONCLUSION

Le secteur laitier français connaît de profonds changements. Il évolue désormais dans un environnement plus ouvert, concurrentiel, et se retrouve traversé par de multiples forces motrices qui accélèrent ses transformations. A la volatilité des cours et l'augmentation des aléas climatiques, s'ajoutent des questionnements sociétaux croissants et des opportunités de choix stratégiques variés (système de production, organisation et substitution capital-travail). Ces travaux mettent en lumière de façon objective les multiples déterminants de ces évolutions ainsi que la diversité des réponses qui sont apportées par les élevages. Identifier les enjeux majeurs et les trajectoires robustes sont essentiels pour assurer la durabilité économique, sociale, environnementale et sociétale des élevages laitiers français. Au-delà des dynamiques territoriales qui s'accroissent (Perrot et al, 2014), avec une concentration de la production dans certaines zones, les élevages laitiers français font face à une mutation sociale sans précédent : le développement récent du salariat en est un des faits les plus marquants. Il appelle de nouvelles réponses pour faciliter le travail des primo-employeurs et l'efficacité, la stabilité voire l'épanouissement des personnes embauchées. L'augmentation de la productivité de la main d'œuvre, avec ou sans recours à de nouvelles technologies, soulève des questions majeures sur l'acceptabilité, la vivabilité et l'attractivité du métier d'éleveur. L'agrandissement des troupeaux, cumulé à la dégradation des équilibres économiques constaté ces dernières années, rend la transmission des exploitations plus complexe et augmente les risques dans un contexte plus incertain. Les moindres niveaux d'installation témoignent des conséquences déjà sensibles de ce nouveau contexte même si la diversité des installations mise en évidence ci-dessus peut apparaître comme un avantage en termes de résilience globale. Parallèlement, le secteur laitier français dispose d'atouts : le fort lien au sol,

héritage direct de l'application française du régime des quotas, le positionne plus favorablement que d'autres pays face aux fluctuations des matières premières achetées ; le climat tempéré dont bénéficie la majeure partie des territoires est aussi favorable à la production laitière, et enfin, l'orientation de ses débouchés avec une proportion conséquente sur des produits source de valeur ajoutée permettent une relative sécurisation de sa production.

En définitive, le niveau d'intensification modéré des systèmes, et leur moindre spécialisation confèrent aux élevages français à la fois davantage de résilience, mais aussi des caractéristiques favorables pour répondre aux attentes sociétales, tant sur son marché intérieur que pour les marchés internationaux. Ces travaux permettent d'apporter des éléments de réponse en toute transparence sur la réalité des pratiques des systèmes laitiers français. La pratique du pâturage (cf. supra) ainsi que la présence conséquente de prairies dans les soles fourragères (53 ha en moyenne par exploitation) ressortent comme des points forts à l'heure où la sortie des vaches au pré est spontanément citée par 54 % des français comme le critère essentiel du bien-être des vaches laitières (IFOP, 2017). La dégradation, mesurée, de ce recours au pâturage pour les vaches doit permettre d'alerter sur une évolution qui contribuerait à s'éloigner de la réponse de qualité aujourd'hui apportée à cette attente par la grande majorité des exploitations laitières françaises. D'autant plus que cette dégradation est très nettement associée au mouvement d'agrandissement détaillé dans ce texte. Parallèlement, la diversité des territoires et des systèmes de production laitiers, la taille modérée des élevages, le lien au sol, le profil majoritairement familial de la main d'œuvre et les « petits » collectifs de travail, constituent des spécificités qu'il est indispensable de faire connaître tant ils sont en phase avec les attentes sociétales actuelles.

Depeyrot J.-N., 2017a. Observer les changements structurels des exploitations laitières françaises : constitution de la base de données ADEL. Notes et Études Socio-Économiques, vol. 42, pp. 7-37.

Depeyrot J.-N., 2017b. Les transformations du paysage laitier français avant la sortie des quotas. Analyse CEP n°107, Ministère de l'Agriculture, Centre d'études et de prospective.

Depeyrot J.-N., Perrot C., 2018 à paraître. La filière laitière, un concentré des dynamiques et mutations à l'œuvre in Actif'Agri : dynamique des emplois et activités en agriculture. Ministère de l'agriculture, centre d'études et de prospective.

Devienne S., Garambois N.; Perrot C., Dieulot R., Depeyrot J.-N., 2018. Les exploitations d'élevage économes et autonomes en intrants, créatrices de valeur ajoutée. Ministère de l'agriculture, Analyse du CEP, 126; 8 p..

IFOP, 2017. Baromètre de mesure de l'appropriation des discours autour de la filière laitière. 1000 français interrogés

Institut de l'Elevage, 2013. L'élevage d'herbivores au recensement agricole 2010. Dossier Economie de l'élevage, 440-441, 90 p. + annexes

Madelrieux S., Béguin E., Perrot C., 2018. Institut de l'Elevage – INRA, Renc. Rech. Ruminants, 2018, 25

Perrot C., Caillaud D., Chatellier V. Ennifar M., You G., 2014. Institut de l'Elevage – INRA, Renc. Rech. Ruminants, 2014, 21, 203-210.

Perrot C., Gallot S., Roguet C., 2015. Evolution de l'élevage français métropolitain au travers des recensements agricoles. Les exploitations se spécialisent moins que les territoires. Actes du colloque SFER « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : Continuités, changements ou ruptures ? » 12-13 février 2015 Rennes, France.

Trouvé A. (coord.), Dervillé A., Guoin D.M., Pouch T., Briot X., Fink Kessler A., Kroll, J.C., Lambare P., Rat-Aspert O, 2016, « Étude sur les mesures contre les déséquilibres de marché : Quelles perspectives pour l'après quotas dans le secteur laitier européen ? », rapport financé par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.